

Unité Départementale des Côtes d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 18/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUREDEN

Kerichard

22170 Châtaudren-Plouagat

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement EUREDEN implanté au lieu-dit « Kerichard », 22170 Châtaudren-Plouagat. L'inspection a été annoncée le 11/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection réalisée le 14/09/2023 a porté sur le fonctionnement de l'usine de production agro-alimentaire.

Elle avait pour objectif principal de faire le point sur les actions réalisées par l'exploitant en vue de répondre aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 21 octobre 2022.

Un contrôle du suivi des installations électriques, des dispositifs de protection contre le foudre, des moyens de lutte contre l'incendie et du bassin de confinement des eaux d'extinction a également été mené.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREDEN
- Kerichard, 22170 Châtaudren-Plouagat
- Code AIOT dans GUN : 0005500289
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site d'EUREDEN de Châtelaudren-Plouagat comprend deux activités distinctes : l'une de fabrication d'aliments pour le bétail, comprenant notamment des stockages de céréales en silos, et l'autre de stockage d'engrais solides dont certains contiennent des nitrates d'ammonium.

L'activité de fabrication d'aliment pour le bétail est classé sous la rubrique IED n° 3642 (Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires pour animaux).

La quantité d'engrais concernés par la réglementation ICPE au titre de la rubrique n° 4702 justifie le classement du site sous le statut SEVESO seuil bas.

Les thèmes de visite retenus pour l'inspection sont les suivants :

- Eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées,
- Mesure des niveaux sonores,
- Rétention,
- Dépotage de produits liquides,
- État des matières stockées
- Contrôles périodiques (foudre, électricité, électricité statique, moyens de lutte contre l'incendie) ,
- Moyens de lutte contre l'incendie,
- Bassin de décantation des eaux pluviales.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « **avec suites administratives** » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « **susceptible de suites administratives** » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « **sans suite administrative** ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66-A	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
2	Mesure des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-I-8-8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
4	Dépotage de produits liquides	Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-11-12-1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	
9	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté préfectoral du 05/01/1999, article 2.I.13-2-3	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
11	Bassin de décantation des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2.I.11-4	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-I-1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
3	Rétention	Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-I-11-3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription
6	contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/
8	Contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, article 2-I-13-1-4	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection réalisée le 14/09/2023 sur le site EUREDEN de Châtelaudren-Plouagat, l'inspection considère que, pour lever en totalité l'arrêté de mise en demeure daté du 21/10/2022, l'exploitant doit fournir des informations complémentaires au sujet de la mesure organisationnelle mise en œuvre lors des opérations de chargement/déchargement de matières liquides.

Par ailleurs, des non-conformités importantes ont été constatées au niveau des installations électriques de l'usine de production d'aliment pour le bétail et des silos. De ce fait, l'inspection propose au préfet des Côtes d'Armor de prendre un arrêté de mise en demeure demandant à l'exploitant de réaliser les travaux nécessaires pour mettre en sécurité ses installations électriques.

En parallèle, l'exploitant devra également entretenir son bassin de confinement et organiser le suivi de ses différents stocks de telle sorte que les informations disponibles répondent aux exigences réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, Article 2-I-1
Thèmes : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les installations devront être implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et notice joints à la demande d'autorisation.
Constats : Ce point a fait l'objet d'un contrôle le 24/08/2022 et d'une prescription dans l'arrêté de mise en demeure du 21/10/2022. Il était alors demandé à l'exploitant de mettre en place un séparateur à hydrocarbures en sortie de bassin de décantation, tel qu'indiqué dans le dossier de demande d'autorisation déposé en 1998. Par courrier du 19/01/2023, l'exploitant précise que l'article 2-I-1 prévoit la mise en place d'un séparateur à hydrocarbures si le projet consistant à installer une installation de lavage des camions était réalisé. De fait, cette installation n'a jamais été mise en place ce qui explique l'absence actuelle de séparateur à hydrocarbures sur le site EUREDEN de Châtelaudren-Plouagat ; De plus, l'exploitant a transmis un rapport d'expertise rédigée par la société SADE suite à une visite de site réalisée le 26/04/2023. Ce rapport constate que les eaux rejetées par l'établissement EUREDEN ne présentent aucune trace d'hydrocarbures (absence d'irisation et analyse conforme). D'après SADE, le bassin de récupération des eaux pluviales permettrait de récupérer les éventuels hydrocarbures, du fait de la décantation des matières en suspension. L'inspection ne partage pas l'analyse proposée par SADE dans la mesure où il est connu que les hydrocarbures piégés dans des matières décantées sont susceptibles d'être relargués au cours du temps. Par contre, vu l'absence d'installation de lavage de camion sur site, l'inspection constate que la prescription de l'article 2 I-1 de l'arrêté préfectoral du 05/01/1999 est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesure des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, Article 2-I-8-8
Thèmes : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : L'exploitant devra réaliser 3 mois après la mise en service des installations puis tous les 3 ans, un contrôle des niveaux des émissions sonores générés par son établissement.
Constats : Ce point a fait l'objet d'un contrôle le 24/08/2022 et d'une prescription dans l'arrêté de mise en demeure du 21/10/2022. Le 27/03/2023, l'exploitant a fourni à l'inspection le rapport rédigé par l'Apave suite à la

campagne de mesure des niveaux sonores le 14/02/2023.

Les niveaux sonores ont été mesurés au niveau des limites de l'établissement EUREDEN et au niveau des zones à émergence réglementée, sur les mêmes points que ceux ayant été identifiés dans l'arrêté préfectoral du 05/01/1999, en périodes diurnes et nocturnes.

Les mesures effectuées mettent en évidence une situation conforme au niveau des différentes zones à émergences réglementées en période diurne. Toutefois, une non-conformité est constatée en période nocturne au niveau de la zone à émergence réglementée située à l'est de l'établissement EUREDEN.

L'étude indique que, dans cette direction, le niveau sonore ambiant est influencé par les sorties des refroidisseurs implantés en haut de la façade sud de la tour de fabrication qui produisent un bruit continu.

L'inspection considère que l'exploitant a répondu à la prescription de l'arrêté de mise en demeure lui enjoignant de respecter l'article 2-I-8-8 de l'arrêté préfectoral du 05/01/1999.

Toutefois, compte tenu des niveaux sonores mesurés en période nocturne, il recherchera une solution technique en vue de réduire à un niveau acceptable l'émergence ressentie au point ZER3 (lieu-dit « Kerichard ») en période nocturne. Un nouveau contrôle devra alors être réalisé afin de vérifier le respect des niveaux sonores.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, Article 2-I-11-3

Thèmes : Risques accidentels, Prévention de la pollution accidentelle

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux et des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir
- 50% de la capacité des réservoirs associés

Constats :

Ce point fait l'objet d'une prescription dans l'arrêté de mise en demeure du 21/10/2022 dans la mesure où, lors de l'inspection réalisée le 24/08/2022, l'inspection avait observé la présence de plusieurs contenants de liquides polluants hors rétention.

Le 14/09/2023, l'inspection n'a pas constaté la présence de fûts contenant des matières dangereuses en dehors de rétention.

L'inspection considère donc que la prescription de l'article 2-I-11-3 de l'arrêté préfectoral du 05/01/1999 était respecté à cette date.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dépotage de produits liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, Article 2-11-12-1
Thèmes : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires , notamment par aménagement des sols, collecteurs, des bassins tampon de collecte et de refoulement, des canalisations, des pompes de reprises, etc... pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes dans le milieu naturel ou le réseau d'assainissement public.
Constats : Ce point a fait l'objet d'un contrôle le 24/08/2022 et d'une prescription dans l'arrêté de mise en demeure du 21/10/2022. Lors de l'inspection du 14/09/2023, l'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none">• la zone de dépotage est bétonnée ,• les cuves de stockage de produits sont positionnées dans des rétentions,• les vannes servant au remplissage des cuves sont équipées de cadenas fermés à clés. De plus, en réponse à l'inspection menée en 2022, l'exploitant a indiqué qu'« <i>un contrôle physique était réalisé après chaque réception de produit</i> » (courrier du 07/10/2022). L'exploitant dispose également d'une fiche réflexe spécifique aux opérations de chargement/déchargement. Celle-ci rappelle les interdictions devant être respectées, précise les EPI devant être portés et indique la conduite à tenir en cas d'incendie, d'accident ou de pollution. Cependant, à la lecture de ce document, l'inspection observe qu'une opération de chargement/déchargement peut être réalisée sans la présence d'un opérateur EUREDEN - « <i>Si l'opérateur de poste de chargement ou de déchargement est présent, [...]</i> ». Par ailleurs, l'inspection a également constaté que, vu la configuration des lieux, la mise en œuvre de la vanne de fermeture du bassin de confinement en cas de déversement accidentel de matières liquides nécessiterait un certain temps (pour informer le personnel EUREDEN, rechercher la clé du portail permettant l'accès au bassin, situé en contrebas de l'entreprise voisine, atteindre et manipuler la vanne). Ce point constitue une fragilité de la mesure organisationnelle proposée par l'exploitant. Lors de l'inspection du 14/09/2023, il a également été observé la présence d'une tâche de produit sur la zone de dépotage. L'exploitant a expliqué que celle-ci était récente (matin du 14/09/2023) et provenait d'une mauvaise manipulation d'un contenant de 1 m ³ contenant de l'huile de colza. L'inspection s'est étonnée du fait que le personnel n'ait pas utilisé d'absorbant pour récupérer le liquide épandu, quand bien même celui-ci ne présente pas de caractère toxique avéré. Au vu de ces constats, l'inspection considère que la zone de dépotage est bien aménagée de telle sorte à limiter les impacts d'un déversement de matières susceptibles de polluer l'environnement. Cependant, afin de lever la mise en demeure posée par arrêté du 21/10/2022, l'inspection souhaite que l'exploitant fournisse des éléments complémentaires permettant de conforter la solidité de la mesure organisationnelle mise en œuvre lors des opérations de chargement/déchargement.
Type de suites proposées : Susceptibles de suite

N° 5 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 50
Thèmes : Risques accidentels, État des stocks - dispositions spécifiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Actuellement, l'exploitant dispose</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un fichier excel qui lui permet de suivre l'état de ses stocks de matières premières (céréales positionnées dans les cellules de réception et de dosage, matières liquides) ;• d'un logiciel spécifique, intitulé « Prodalia » qui lui permet de suivre le stock de produits finis. <p>L'inventaire de ces stocks est réalisé mensuellement.</p> <p>Ces informations sont accessibles sur le serveur informatique du groupe EUREDEN. Elles sont consultables en tout temps par les personnes autorisées qui peuvent, en cas de besoin, se connecter à partir de n'importe quel site du groupe.</p> <p>Le site de Châtelaudren-Plouagat dispose également d'une boîte positionnée au niveau de la</p>

barrière d'entrée, dans laquelle les pompiers trouveront le POI du site et une extraction des stocks. Toutefois, l'inspection a noté que les informations contenues dans cette boîte concernent plus particulièrement le stockage d'engrais situé à proximité des stockages de céréales et de l'unité de production agro-alimentaire.

Compte tenu des informations présentées le 14/09/2023, l'inspection constate que :

- l'exploitant dispose d'informations concernant les matières dangereuses présentes sur le site (engrais) et concernant les matières stockées dans les silos et les produits finis ayant été fabriqués. Toutefois, ces informations ne prennent pas en compte les stocks de produits combustibles type palettes, sacs, film plastiques ou encore déchets produits ;
- les informations concernant les stockages de céréales, à priori non dangereux, ne sont pas mises à jour à la fréquence réglementaire (hebdomadaire et non mensuellement) ;
- les informations concernant les stocks ont actuellement un format plutôt « comptable » et mériteraient d'être synthétisées pour faciliter la communication avec le public ;

L'inspection demande donc à l'exploitant de compléter ses documents de suivi des stocks afin qu'ils répondent aux exigences de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 21

Thèmes : risques accidentel, Foudre

Prescription contrôlée :

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Dans le cadre de l'inspection réalisée le 14/09/2023, l'exploitant a fourni le rapport de vérification de protection contre la foudre, rédigé par l'entreprise Macé Foudre suite à la vérification visuelle des installations réalisée le 22/12/2022. Ce rapport conclut sur le fait que les installations sont conformes.

L'inspection constate que la prescription détaillée à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 66-A
Thèmes : Risques accidentels, Installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques [...] sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail, relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'inspection réalisée le 14/09/2023, l'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport de vérification périodique des installations électriques des silos, référencé 7841199/23/5, réalisé par Bureau VERITAS suite au contrôle réalisé du 03 au 06/04/2023 : présence d'observations ; le compte-rendu de vérification type Q18, réalisé par Bureau VERITAS suite au contrôle réalisé du 03 au 06/04/2023, qui conclut au fait que l'installation peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion ; le rapport d'examen d'installations électriques par thermographie infrarouge, réalisé par Bureau VERITAS suite au contrôle réalisé du 05/03/2023 : présence d'écarts. <p>Compte tenu des observations détaillées dans les différents rapports de vérification des installations électriques de l'usine de production d'aliment de bétail, l'inspection propose au préfet des Côtes d'Armor de mettre en demeure EUREDEN de respecter la prescription détaillée à l'article 66-A de l'arrêté du 04/10/2010.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure

N° 8 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, Article 2-I-13-1-4
Thèmes : Risques accidentels, Électricité statique-Mise à la terre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En zone I et II, les mesures suivantes doivent être prises contre les dangers résultant de la formation d'électricité statique ;</p> <p>a) tous les réservoirs, récipients, canalisations, éléments de canalisation, masses métalliques, fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.</p>

L'ensemble doit être mis à la terre/ La résistance des prises de terre sera périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne pourra excéder un an. Les résultats seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Dans le cadre de l'inspection réalisée le 14/09/2023, l'exploitant a fourni le rapport de vérification des mesures de continuité des liaisons équipotentielles des équipements métalliques des silos et de l'usine de fabrication d'aliment pour bétail, rédigé par Bureau Véritas suite au contrôle réalisé le 04/04/2023.

Ce contrôle conclut que Les valeurs en milliohms aux différents points mesurés sur les structures métalliques sont satisfaisantes.

L'inspection constate que la prescription décrite au point a) de l'article 2-I-13-1-4 de l'arrêté préfectoral du 05/01/2023 est respectée.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 9 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 68

Thèmes : Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie

Prescription contrôlée :

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

[...]

Constats :

Dans le cadre de l'inspection réalisée le 14/09/2023, l'exploitant a fourni les documents suivants :

Poteaux incendie	
19 et 22/06/2023 : SUEZ : compte rendu de vérification des poteaux incendie de la commune de Châtelaudren-Plougat	Poteau n°11, placé à proximité de magasin Point vert : 97 m ³ /h sous 1 bar
RIA	
27/01/2023 : ASI : compte-rendu de vérification des RIA	8 RIA présentant un bon état visuel mais impossibilité de relever la pression disponible sur 5 d'entre eux, présence de fuite sur l'un d'entre eux

EXTINCTEURS	
23 et 24/01/2023 : ASI : vérification des extincteurs	81 extincteurs vérifiés
DÉSENFUMAGE	
27/01/2023 : ASI : compte-rendu de vérification des systèmes de désenfumage	Bon état des 10 dispositifs en place
DÉTECTION INCENDIE et EXTINCTION automatique au gaz du local électrique réception	
18/07/23 : SIEMENS : Rapport de test d'étanchéité du local contacteur accueil, placé sous extinction automatique au gaz	Étanchéité du local satisfaisante permettant l'usage d'un système d'extinction au gaz
25/07/2023 : SIEMENS : Visite de maintenance préventive annuelle SSI et dispositifs d'extinction automatique à gaz et compte-rendu de vérification périodique de détection automatique d'incendie type Q7 associé	Réalisation de la maintenance préventive, action corrective et d'amélioration demandée

Par ailleurs, le 14/09/2023, l'inspection a également constaté la présence de deux réserves d'eau de capacité unitaire égale à 240 m³, l'une positionnée à proximité des silos et l'autre à proximité du stockage d'engrais.

Chaque cuve est équipée d'un flotteur permettant d'indiquer le volume contenu et de raccords situés en pied de cuves.

La cuve située à proximité des silos dispose d'un dispositif de remplissage se mettant automatiquement en route lorsque le niveau d'eau baisse. Toutefois, le 14/09/2023, l'exploitant a indiqué que ce dispositif n'était pas opérationnel.

A noter également que l'exploitant ne dispose pas, à ce jour, de procédure décrivant les vérifications et l'entretien devant être réalisés au niveau de ces réserves d'eau.

L'inspection demande à l'exploitant de

- réaliser l'action corrective préconisée par son prestataire au niveau de l'installation d'extinction automatique au gaz, ainsi qu'au niveau du RIA fuyard.
- de remettre en état le système de remplissage automatique de la réserve d'eau située à proximité des silos,
- de rédiger une procédure décrivant les maintenances et entretiens devant être réalisés au niveau des réserves d'eau (fonctionnement des flotteurs, vérification des volumes contenus et compléments, maintien de l'accessibilité pour les services de secours, ...).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 05/01/1999, article 2.I.13-2-3
Thèmes : Risques accidentels, Disponibilité en eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement sera pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.</p> <p>L'établissement disposera, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un ou plusieurs poteaux d'incendie de diamètre 100 conforme à la norme NFS61213 capables de fournir simultanément et en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar, répartis sur le site.

En cas d'impossibilité d'atteindre les débits minimum unitaires demandés, une ou plusieurs réserve(s) d'un volume total de 500 m³ au moins devra(ont) être créée(s). Une plateforme d'aspiration « pompier » sera aménagée et son accès sera maintenu dégagé et accessible en permanence.

- [...]

Constats :

Dans le cadre de l'inspection réalisée le 14/09/2023, l'exploitant a fourni le compte rendu de vérification des poteaux incendie de la commune de Châtaudren-Plougat, réalisé en juin 2023 par la société SUEZ. Celui-ci indique que le poteau n° 11, situé à proximité du magasin Point Vert, un peu en contrebas du site EUREDEN, est capable de fournir un débit égal à 97 m³/h sous 1 bar. De plus, l'exploitant dispose de deux réserves d'eau de capacité unitaire égale à 240 m³, l'une positionnée à proximité des silos et l'autre à proximité du stockage d'engrais.

L'inspection constate que le débit délivré par le poteau n° 11 est supérieur à celui demandé par l'article 2.I.13-2-3 de l'arrêté préfectoral du 05/01/1999.

Cependant, vu la distance entre ce poteau et les installations de l'établissement EUREDEN, l'inspection demande à l'exploitant d'organiser un exercice avec les services de secours afin de vérifier si celui-ci pourrait être utilisé en cas de sinistre sur le site EUREDEN ; de même, l'exploitant vérifiera que les raccords installés sur ses réserves d'eau sont compatibles avec les moyens du SDIS.

Le compte-rendu de cet exercice sera transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 11 : Bassin de décantation des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/01/1999, Article 2-11-4

Thèmes : Risques accidentel, Gestion des eaux d'extinction

Prescription contrôlée :

Un ouvrage de décantation-séparation des eaux pluviales d'un volume minimum de 500 m³, pour être utilisé en bassin d'orage et de confinement en cas d'incendie par exemple, devra être installé sur le site de façon que l'effluent rejeté respecte les valeurs indiquées à la disposition 11-5 ci-après. Une vanne de fermeture placée en aval de ce dispositif devra être installée.

Constats :

Le 14/09/2023, l'inspection a constaté la présence d'un bassin de récupération des eaux pluviales, situé à l'extérieur du site de production d'aliment pour bétail, en contre-bas du magasin Point vert. Ce bassin est protégé par un grillage muni d'une porte fermée à clé.

Ce bassin est équipé d'une vanne manuelle qui permet, en cas de situation accidentelle, de le fermer et de confiner un épandage accidentel ou des eaux d'extinction.

L'inspection constate que la mise en œuvre efficace de ce bassin de confinement nécessite une forte réactivité des personnels qui doivent connaître à la fois où se trouve la clé de l'enclos grillagé, l'emplacement de la vanne et son fonctionnement.

Actuellement, aucun document ne décrit ces points et aucun exercice n'a été réalisé afin de tester la connaissance et le temps de réaction des personnels.

Par ailleurs, le 14/09/2023, l'inspection a constaté que :

- le chemin d'accès vers la vanne était peu praticable du fait de la présence de nombreuses branches d'arbre relativement basses ;
- le fond du bassin était envahi par une végétation relativement abondante ce qui peut diminuer le volume disponible ; de plus, des arbustes, dont le système racinaire est susceptible d'endommager la membrane assurant l'étanchéité du bassin, sont en train de se développer.

Compte tenu de ces observations, l'inspection demande à l'exploitant :

- **de nettoyer les abords et le fond du bassin de confinement en vérifiant son étanchéité ;**
- **d'indiquer explicitement l'emplacement de la vanne de fermeture du bassin ainsi que son sens de fonctionnement ;**
- **de rédiger une procédure décrivant les actions devant être réalisées en cas de situation accidentelle pour confiner un épandage accidentel de matières susceptibles de polluer l'environnement ou des eaux d'extinction ; cette procédure décrira également le mode de gestion retenu pour ces effluents particuliers ;**
- **de réaliser des exercices périodiquement afin de vérifier la bonne mise en œuvre de la procédure décrite ci-dessus.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites